

ACTION *Mr Feltenau (email)*
COPY *DSG/CIC*
AG



To:
Cc:
Bcc:
Subject: Fw: Document addressed to the UNSG - 02/06/2016



From: Isabella Rosso <isabella.rosso@undp.org>
To: SGCentral <sgcentral@un.org>
Cc: Barbara Pesce Monteiro <barbara.pesce-monteiro@undp.org>, Jorge VILLANUEVA <JVILLANUEVA@unog.ch>, Cinzia PORRACIN <CPORRACIN@unog.ch>, Diana Moli <diana.moli@undp.org>
Date: 20/06/2016 11:44 AM
Subject: Document addressed to the UNSG - 02/06/2016

Dear Colleagues,

I am writing to you on behalf of Ms Barbara Pesce-Monteiro, Director of the UN/UNDP office in Brussels, who would like to share with you the attached document addressed to the United Nations Secretary-General from a delegation of the "Republique Democratique du Congo, mouvement de Liberation du Congo Parti Politique, Belgium".

The letter was handed over by Ms Marie Louise Efekele (email: rep.mlcbelgique@gmail.com - tel. +32483176658), and some members of the delegation with the request to hand it over to the UNSG on the 2nd of June 2016.

Thank you very much.

With best regards,

Isabella

Isabella Rosso
Assistant to the Director
UN/UNDP Representation Office
14 Rue Montoyer,
1000 Brussels, Belgium
isabella.rosso@undp.org
Tel: +32 2 505 4625 - Fax +32 2 503 4729
www.undp.org/eu
Follow us:



201606201736.pdf

104/03/006; 104/08/001

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

ASSEMBLÉE CITOYENNE DE LA DIASPORA CONGOLAISE



ET

LES PARTIS POLITIQUES DE L'OPPOSITION REPRÉSENTÉS EN BELGIQUE

(UDPS, MLC, UNC, ECIDÉ ET PDN)

MÉ MORANDUM ADRESSÉ AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EUROPÉEN

Transmis copie pour information à:

- ✓ - *Monsieur le Secrétaire Général des Nations-Unies,*
- *Aux Gouvernements des pays membres du Conseil de Sécurité des Nations Unies,*
- *A La Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité,*

Jeudi, le 02/06/2016

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

ASSEMBLÉE CITOYENNE DE LA DIASPORA CONGOLAISE



ET

LES PARTIS POLITIQUES DE L'OPPOSITION REPRÉSENTÉS EN BELGIQUE
(UDPS, MLC, UNC, ECIDÉ ET PDN)

MÉ MORANDUM

Transmis copie pour information à :

- *Monsieur le Secrétaire Général des Nations-Unies,*
- *Aux Gouvernements des pays membres du Conseil de Sécurité des Nations Unies,*
- *A La Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité.*

À la particulière attention de :

Monsieur le Président du Conseil Européen

Objet : Déblocage du processus électoral (présidentiel et législatif) en RDC – Démarche de la Diaspora Congolaise.

Monsieur le Président,

Nous, la diaspora congolaise venue de la France, du Royaume Uni et de la Belgique et réunie le 05 mars 2016 et le 02 avril 2016 respectivement à Bruxelles et à Liège.

A l'issu de ces rencontres, nous avons mis en place une «**Assemblée Citoyenne de la Diaspora Congolaise**», composée de plusieurs représentants des partis politiques, des mouvements politiques et des associations de la société civile (liste en annexe 1). Notre objectif est de veiller au déblocage

du processus électoral (présidentiel et législatif), au respect de la constitution et à l'instauration de la démocratie en République Démocratique du Congo.

Pour ce faire, la diaspora congolaise a décidé de vous faire parvenir le mémorandum dont voici la teneur.

I. DU CONTEXTE POLITIQUE

Des millions des Congolaises et Congolais sont très inquiets, angoissés du fait du chaos existant sur toute l'étendue du territoire national et cela dans tous les secteurs de la vie quotidienne. Depuis quelques mois, nous assistons sans moyen de défense à l'encrage d'une grande dictature de la part du président de la République sortant, Joseph Kabila.

C'est ainsi qu'au regard de la situation politique en République Démocratique du Congo marquée par

1. la persistance de l'insécurité en République Démocratique du Congo, notamment des massacres (cas de la fosse commune de Maluku à Kinshasa) et des tueries des civils dans l'Est du pays depuis près de deux décennies dont celle de Makobola (entre 1998-2003) et actuellement dans la région de Beni et Rutshuru (où on a enregistré plus de 1100 morts entre octobre 2014 et mai 2016),
2. la recrudescence de la violence d'état, la confiscation des libertés et des droits des opposants, des journalistes, des activistes des droits humains qui se soldent par des intimidations, des arrestations arbitraires et des assassinats sommaires,
3. le surarmement des forces militaires, celles de la police nationale et de la sécurité nationale, toutes politisées et n'obéissant qu'aux dictats du pouvoir,
4. l'arrogance dont font montre les leaders de la majorité au pouvoir, à l'égard de quiconque entretient un discours contraire au leur, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, illustrée par les intimidations répétées (la fermeture des médias libres, les violations répétées des droits fondamentaux notamment la liberté d'expression)
5. l'interprétation malencontreuse de l'article 70 de la constitution par la cour constitutionnelle autorisant l'actuel Président de la République, Joseph Kabila de rester au pouvoir malgré que ce dernier est à son deuxième et dernier mandat.

Le tout dans un contexte tendu dû au rapprochement de la fin inéluctable du mandat constitutionnel de l'actuel chef de l'Etat ce 19 décembre 2016 et du manque de calendrier électoral conséquent, respectant l'actuelle constitution conformément à son **article 73**.

II. DE LA POSITION DE L'ASSEMBLÉE CITOYENNE ET DES PARTIS POLITIQUES DE L'OPPOSITION REPRÉSENTÉS EN BELGIQUE

Nous, membres de l'Assemblée Citoyenne de la Diaspora Congolaise et des partis politiques de l'opposition représentés en Belgique:

1. Approuvons la résolution 2277 du conseil de sécurité des nations unies du 30 mars 2016, spécialement en ses points 6, 7, 8 et 9, .
2. Affirmons notre plein attachement au strict respect de la constitution en vigueur en RDC et rejetons fermement l'interprétation de l'article 70 de cette constitution par la cour constitutionnelle,
3. Rappelons que le second et dernier mandat de Monsieur Joseph Kabila prend fin le 19 décembre 2016 et qu'une prolongation de ce dernier mettra le pays dans un chaos sans précédent.

III. DE NOS PROPOSITIONS

Eu égard à ce qui précède, Nous, membres des partis politiques de l'opposition, des mouvements politiques et de la société civile représentés au sein de l'Assemblée Citoyenne de la Diaspora Congolaise demandons¹ :

1. De nommer un Rapporteur spécial de l'ONU pour les droits de l'Homme en RDC au regard du manque de considération des rapports de la MONUSCO et de Human Rights Watch sur les violations des droits de l'Homme par le Président Kabila et le Gouvernement de la RDC.
2. Que des sanctions soient appliquées contre les autorités nationales et provinciales, civiles et militaires, qui ordonnent et organisent les restrictions des libertés fondamentales et les violations des droits de l'Homme. Parmi ces sanctions, nous pouvons citer entre autres : le gel des avoirs, la restriction des visas d'entrée en Europe, l'activation d'enquêtes judiciaires auprès de la Cour Pénale Internationale (CPI)...
3. En application de la résolution 1925 (2010) adoptée par le conseil de sécurité des Nations Unies en sa 6324^{ème} séance qui a eu lieu le 28/05/2010, il était décidé en son point 12 que la MONUSCO aura entre autre mandat d'assurer la protection effective des civils, y compris celle du personnel humanitaire et du personnel chargé de défendre les droits de l'homme, se trouvant sous la menace imminente de violences physiques, en particulier de violences qui seraient le fait de l'une quelconque des parties au conflit avec possibilité du recours au chapitre VII.

¹ Certaines recommandations reprennent celles du Mémoire des représentants de la Dynamique de l'opposition et du G7 déposé le 20 mars 2016 à Bruxelles à Thomas Perriello (envoyé spécial des USA pour les Grands Lacs) et signé par le coord. Jean Jacques Mbungani Mbanda.

A cet effet, nous exigeons à la MONUSCO, conformément à sa mission de protection de la population, d'encadrer et de protéger les manifestations pacifiques organisées par l'Opposition et la société civile, si celles-ci la lui demande ;

4. Suspendre toute forme d'appui budgétaire du Gouvernement jusqu'au déblocage du processus électoral dans le respect de la constitution en vigueur ;

5. Que la pression soit fortement exercée sur le Président de la République et le Gouvernement pour que :

5.1. les prisonniers politiques, les activistes des mouvements des jeunes LUCHA et FILIMBI, les défenseurs des droits de l'homme, les journalistes indépendants retrouvent la liberté (voir la liste des prisonniers politiques et d'opinions connus par la diaspora congolaise en annexe 2) ;

5.2. les médias publics soient ouverts à l'Opposition politique conformément à la loi portant statut de l'Opposition ;

5.3. les organes de presse indépendants soient autorisés à fonctionner, en toute liberté, dans le respect de la loi et des réglementations y afférentes (voir la liste en annexe 3) ;

5.4. les services de la Police et de sécurité mettent un terme aux tracasseries et aux harcèlements des opposants, des activistes et des défenseurs des droits de l'Homme.

IV. CONCLUSION

En définitive, nous, Membres de la diaspora congolaise et des partis politiques congolais de l'opposition ainsi que des associations sans buts lucratifs considérons que le respect de la Constitution du 18 février 2006 révisée par la loi n°11/002 du 20 janvier 2011 et le déblocage du processus électoral sont d'une nécessité absolue pour éviter à la RDC une crise politique profonde aux conséquences multiples et difficilement maîtrisables.

La diaspora Congolaise rappelle que les Nations Unies et la Communauté internationale ont l'obligation dans le cadre de la prévention des conflits, de s'impliquer activement dans la recherche d'un schéma de sortie rapide de cette crise et ce, d'autant plus qu'il s'agit aussi d'exécuter la résolution 2211 du Conseil de sécurité.

Nous estimons que les différents contacts que le Secrétaire Général de l'ONU a eus à l'occasion de sa dernière visite en RDC constituent la phase ultime des consultations politiques de la communauté internationale avec les acteurs politiques et sociaux de la nation. Il importe maintenant de passer à la mise en œuvre d'un plan salubre pour mettre un terme définitif à l'impasse intentionnellement créé par le pouvoir en place.

Un régime qui utilise le terrorisme d'État comme moyen d'exercer et de conserver le pouvoir, perd sa légitimité et ne peut se prévaloir du principe de souveraineté. Au nom de droit d'assistance à la personne en danger, nous demandons à la communauté internationale et en particulier au Conseil de sécurité de donner à la MONUSCO les prérogatives lui permettant d'intervenir directement en faveur de la population violentée par ses propres gouvernants. L'heure des condamnations verbales est révolue. L'Assemblée Citoyenne et les partis politiques de l'opposition représentés en Belgique pensent qu'il est temps de passer à l'action.

Dans l'espoir que notre requête retiendra votre attention, nous vous prions, Monsieur Le Président, de croire à l'expression de nos salutations respectueuses.

Fait à Bruxelles, le 02/06/2016

Marie Louise Efekele

Coordinatrice

Contact : MLC Belgique : rep.mlcbelgique@gmail.com
DYCO Belgique : dyco_coordination@outlook.fr

Annexe 1 : Liste des partis politiques de l'opposition, des mouvements politiques et des associations membres de l'Assemblée Citoyenne de la Diaspora Congolaise

1. Partis politiques congolais:

- UDPS (Union pour la Démocratie et le Progrès Social) ;
- MLC (Mouvement pour la Libération du Congo) ;
- UNC (Union pour la Nation Congolaise) ;
- ECIDÉ (Engagement pour la citoyenneté et le développement) ;
- PDN (Parti Démocrate Nouvelle Génération Politique) ;

2. Associations sans buts lucratifs de la société civile et indépendants :

- ASBL Les Amis du Monde Entier ;
- ASBL CHANGE ;
- ASBL CODE ;
- Bertrand Abdel Mutombo ;
- Fédération Congolaise de Liège ;
- Ligue des Femmes de la Diaspora basée en Belgique ;

3. Mouvements politiques et d'opinions:

- APARECO (Alliance des patriotes pour la refondation du Congo) basée en France ;
- DYCO (Dynamique des Combattants de la Belgique) basée en Belgique ;
- FCI (Force du Combat Intelligent) basée en Belgique ;
- COOPODIA (Coopération des Congolais de la Diaspora) basée en France ;
- COGEDIA (Commissariat General de la Diaspora Congolaise) ;
- Devoir de Mémoire basée en France ;
- FMD/ICR (Force Mobilisatrice pour la Démocratie / International Congolese Rights) basée au Royaume Uni ;
- PNC (Prenons Nous en Charge) ;
- Congo Libre basée en France ;
- LISANGA basée en France ;
- Mobutistes Non Corrompus ;
- AFC (Alliance des Forces Congolaises) ;
- COJAC (Collectif des Jeunes pour les actions civiques)
- DPOK

Annexe 2: Liste des prisonniers politiques et d'opinions de la RDC

Source : <https://www.hrw.org/fr/news/2015/12/09/rd-congo-les-prisonniers-politiques-doivent-etre-liberes>

Détenus à Kinshasa :

1. **Vano Kalembe Kiboko** : ex-parlementaire membre de la coalition majoritaire de Kabila, arrêté le 29 décembre 2014 après avoir publiquement critiqué la violente répression policière d'une manifestation organisée au Katanga et les tentatives visant à permettre à Kabila de briguer un troisième mandat. Détenu à la prison centrale de Kinshasa. Reconnu coupable et condamné à trois ans de prison le 14 septembre pour haine raciale et tribalisme et pour avoir « répandu de fausses rumeurs ». Procédure d'appel en cours.
2. **Jean-Claude Muyambo** : président du parti politique Solidarité congolaise pour la démocratie et le développement (SCODE) et ex-président du Barreau du Katanga, arrêté à Kinshasa le 20 janvier après avoir mobilisé la participation aux manifestations contre les propositions de changement de la loi électorale. Détenu à la prison centrale de Kinshasa, puis transféré dans un centre de santé où il est traité pour des blessures infligées lors de son arrestation. En jugement pour « abus de confiance » et pour avoir vendu un bâtiment qui ne lui appartenait pas, probablement sur la base d'une plainte déposée contre lui par un client en 2002 – et retirée par la suite – dans sa province natale du Katanga.
3. **Christopher Ngoyi** : défenseur des droits humains impliqué dans la mobilisation du public pour participer aux manifestations contre les propositions de changement de la loi électorale. Arrêté le 21 janvier et détenu par l'ANR pendant 20 jours avant d'être transféré à la prison centrale de Kinshasa, où des procédures judiciaires sont en cours.
4. **Ernest Kyaviro** : dirigeant d'un parti politique d'opposition, arrêté à Goma le 22 janvier lors de la semaine de manifestations contre les propositions de changement de la loi électorale. Transféré à Kinshasa et détenu à l'ANR pendant 86 jours avant d'être transféré à la prison centrale de Kinshasa. Reconnu coupable et condamné à trois ans de prison le 18 septembre pour provocation et incitation à la désobéissance envers les autorités publiques. Procédure d'appel en cours.
5. **Fred Bauma** : activiste de Filimbi, une plateforme qui encourage les jeunes congolais à remplir leurs devoirs civiques pacifiquement et de manière responsable, et de LUCHA. Arrêté le 15 mars et détenu à l'ANR pendant 50 jours avant d'être transféré à la prison centrale de Kinshasa, où des procédures judiciaires sont en cours.
6. **Yves Makwambala** : activiste de Filimbi arrêté le 15 mars et détenu à l'ANR pendant 40 jours avant d'être transféré à la prison centrale de Kinshasa, où des procédures judiciaires sont en cours.
7. **Léon Nguwa** : étudiant à l'Université de Kinshasa, arrêté en mars alors qu'il imprimait des tracts appuyant le dirigeant de l'opposition Vital Kamerhe, lors de son procès devant la Cour

suprême. Il aurait été transféré au parquet début décembre, après avoir été détenu pendant presque neuf mois à l'ANR.

8. **Joël Bokoru** : étudiant à l'Université de Kinshasa, arrêté en mars alors qu'il imprimait des tracts appuyant Kamerhe. Il aurait été transféré au parquet début décembre, après avoir été détenu pendant presque neuf mois à l'ANR.
9. **Gresse Bangomisa** : étudiant à l'Université de Kinshasa, arrêté en mars alors qu'il imprimait des tracts appuyant Kamerhe. Il aurait été transféré au parquet début décembre, après avoir été détenu pendant presque neuf mois à l'ANR.
10. **Junior Mapeke N'Labu (« Radek Suprême »)** : musicien congolais arrêté en mai et accusé d'entretenir des liens avec Filimbi. Détenu à l'ANR sans inculpation ou accès aux avocats.

Arrêtés lors d'une manifestation de LUCHA à Goma le 28 novembre et détenus à la prison centrale de Goma :

1. Juvin Kombi Narcisse (activiste de LUCHA)
2. Pascal Byumanine (activiste de LUCHA)
3. Innocent Fumbu
4. Saidi Wetemwami Heshima
5. Gervais Semunda Rwamakuba
6. Nelson Katembo Kalindalo
7. Jonathan Kambale Muhasa
8. Osée Kakule Kilala
9. Jojo Semivumbi

Ces neuf personnes sont toutes inculpées de rébellion, incitation à la désobéissance, outrage envers les autorités, association de malfaiteurs, coups et blessures volontaires, et destruction méchante.

**Annexe 3: Liste des medias de la République Démocratique du Congo fermés sur ordre des
autorités du pays**

N°	Noms des médias	Province de diffusion	Date de fermeture	Responsable du média
1.	La Voix du Katanga	Katanga	11/03/16	Gabriel Kyungu
2.	Nyota TV	Katanga	28/01/16	Moïse Katumbi
3.	Radiotélévision Mapendo	Katanga	28/01/16	Moïse Katumbi
4.	RT Lubumbashi JUA	Katanga	24/11/14	JC Muyambo
5.	Radio Owoto	Katanga	17/09/15	Christophe Lutundula
6.	RT Canal Kin	Kinshasa	16/01/15	JP Bemba
7.	RT Canal futur	Kinshasa	28/11/11	Vital Kamerhe
8.	Radio Liberté Beni	Nord-Kivu	14/11/14	JP Bemba
9.	RT Chrétienne	Kasaï Occidental	26/04/16	
10.	RLTV	Kinshasa	06/09/12	Roger Lumbala
11.	Kasaï horizon RT	Kasaï Occidental	26/04/16	
12.	Full Contact radio	Kasaï Occidental	26/04/16	
13.	Radio Shalom	Kasaï Occidental	26/04/16	
14.	CMB	Kasaï Occidental	26/04/16	

Source : Rapport JED (Journaliste En Danger) du 4 mai 2016

(Dec'd by the SG
on 5 July 2016 in NY)

RECEIVED

JUL 11 2016

16-06157

EOSG/CENTRAL



Rassemblement des Forces Politiques et Sociales de la R.D.C. Acquisés au Changement



Bruxelles, le 15 juin 2016.

N/Réf. : 001/RFPSAC/PR/2016

ACTION

Mr. Fellmann (email)

COPY

DSG/CSC
AG

A Son Excellence Monsieur BAN KI-MOON
Secrétaire Général de l'Organisation des
Nations Unies à New York / USA

Excellence Monsieur le Secrétaire Général,

✓ **Concerne : Transmission de la position commune des Forces Politiques et Sociales Acquisés au Changement de la République Démocratique du Congo contenue dans les documents de la Conférence de Genval/Belgique.**

A mon initiative, les Forces Politiques et Sociales acquises au changement de la République Démocratique du Congo se sont réunies en Conférence à Genval/Belgique, du 08 au 10 juin en cours, pour examiner la situation de crise politique qui prévaut au pays et convenir des solutions adéquates à y apporter.

A l'issue de cette Conférence de Genval, des résolutions ont été prises se rapportant à l'unité de l'opposition, à la mise en œuvre intégrale de la Résolution 2277 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, et aux problèmes particuliers de l'environnement politique national.

Pour résoudre la crise politique créée et entretenue par Monsieur Joseph KABILA, un Acte d'engagements a été publiquement signé par les principaux représentants de toutes les Forces Politiques et Sociales acquises au changement présents.

Dans le but de vous en tenir informé, je me fais l'honneur de vous transmettre les documents ci-après :

1. Discours inaugural de la Conférence de Genval/Belgique

POK/03/008

FILED

2. Rapport final de la Conférence
3. Acte d'engagements, et
4. Motion de Remerciement et de reconnaissance des Participants au
Président Etienne TSHISEKEDI wa MULUMBA

Je sollicite, au nom du Rassemblement, votre accompagnement en vue de nous permettre d'atteindre les objectifs que nous venons de nous assigner au service de la démocratie et de l'Etat de droit.

Je vous en souhaite bonne réception.

Veuillez agréer, Excellence Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de ma très haute considération.

Etienne TSHISEKEDI wa MULUMBA



Pour ampliation :

- Son Excellence Monsieur le Président du Conseil de Sécurité de l'ONU
- Madame NKOSAZANA DLAMINI ZUMA, Présidente de la Commission de l'Union Africaine, Addis-Abeba.-
- Monsieur Jean-Claude JUNCKER, Président de la Commission de l'Union Européenne, Bruxelles.-
- Madame Michaëlle JEAN, Présidente de l'Organisation Internationale de la Francophonie, Paris.-
- ✓ • Monsieur Thomas PERRIELLO, Envoyé Spécial des Etats Unis d'Amérique pour la Région des Grands-Lacs, Washington DC.





**UNION
POUR LA DEMOCRATIE
ET LE PROGRES SOCIAL**

PRESIDENCE DU PARTI

**DISCOURS INAUGURAL DE LA CONFERENCE DES FORCES
POLITIQUES ET SOCIALES ACQUISES AU CHANGEMENT DITE
CONFERENCE DE GENVAL / BELGIQUE**

Mes chers Compatriotes,

Chers Délégués des Forces politiques et sociales acquises au changement,

Distingués Invités,

Chers frères et sœurs.

Au moment où s'ouvre cette conférence des Forces politiques et sociales de la RDC, Nous tenons tout d'abord à vous saluer chaleureusement et à vous remercier d'avoir répondu nombreux à notre invitation.

Nous profitons de cet instant pour vous demander de vous lever et d'observer une minute de silence en mémoire de nos nombreux compatriotes victimes d'assassinats et autres crimes odieux notamment dans la région de Beni, Lubero, Butembo et d'autres contrées de l'Est du pays.

Nous vous remercions

En pensant et en organisant ces assises, nous tenions à ce que les Forces politiques et sociales acquises au changement se retrouvent avec nous ici à Bruxelles/Genval pour discuter et échanger entre patriotes congolais sur la crise politique grave qui paralyse notre pays et ainsi proposer les solutions pour conjurer le chaos qui se profile à l'horizon.

Comme vous le savez, notre longue lutte a toujours visé l'instauration d'un état de droit démocratique dans lequel notre peuple exerce sa souveraineté, et par là, la justice et la bonne gouvernance qui induisent le progrès social et le bien-être de tous les congolais. Et, c'est dans ce noble dessein que nous avons été à la Conférence Nationale Souveraine et au Dialogue Inter congolais à Sun City en Afrique du Sud où nous avons ensemble signé un Pacte Républicain qui a été traduit et confirmé dans la Constitution.

La violation de ce Pacte Républicain par le pouvoir illégitime en place nous a amené au non respect de la Constitution, aux coups de force sanglants perpétrés pour faire obstruction au verdict des urnes, aux violations massives des droits humains et entrainer notre peuple dans des souffrances et une misère indescriptibles.

Trop de larmes ! Trop de morts ! Trop de destructions ! Tout un peuple désespéré. Il faut absolument arrêter la descente aux enfers.

Chers Compatriotes,

Chers délégués des forces politiques et sociales acquises au changement,

Chers frères et sœurs

L'objectif poursuivi par la tenue de cette Conférence de tous les espoirs est d'arrêter ensemble les stratégies pour mettre fin à cette crise et épargner au pays un chaos généralisé.

Le Peuple attend de nous et nous n'avons pas droit à l'erreur des réponses claires à ses revendications de respect de la Constitution de la République et de l'alternance démocratique.

Cette Conférence doit offrir des perspectives nouvelles et un nouvel espoir au peuple congolais. Et dans un sursaut patriotique comme il y a 56 ans à Bruxelles où les nationalistes congolais venus à la Table Ronde ont su taire leurs divergences, toute étroitesse d'esprit et tout égoïsme pour ne privilégier que l'intérêt du Congo.



Chers Compatriotes,

Chers Délégués des Forces politiques et sociales acquises au changement,

Chers frères et sœurs,

Il vous souviendra qu'en date du 13 septembre 2015, dans un message adressé à notre peuple, nous avons lancé un appel aux Forces Politiques et sociales acquises au changement à s'unir à l'UDPS pour nous permettre d'obtenir un dialogue politique conforme à l'Accord-cadre d'Addis-Abeba et les résolutions subséquentes du Conseil de Sécurité des Nations Unies sous la facilitation internationale en vue de promouvoir ensemble un processus électoral consensuel dans le respect de notre Constitution et les délais qu'elle fixe ; mais aussi le transfert du pouvoir dans le respect de l'expression populaire.

Nous restons convaincu que le dialogue, valeur fondamentale en démocratie et composante de l'ADN de notre peuple, demeure, comme nous n'avons cessé de le dire, la voie indiquée pour nous sortir de la crise. Et en toute logique, nous ne pouvons donc pas nous en départir.

Concrètement, au cours de ces travaux, cette Conférence doit :

1. Sceller l'unité des Forces politiques et sociales acquises au changement autour des objectifs communs ;
2. Convenir d'aller au dialogue politique sous la modération du facilitateur international renforcé par un panel des représentants des organisations suivantes : les Nations Unies, l'Union Européenne, l'Organisation Internationale de la Francophonie et les Etats-Unis d'Amérique, en vue d'assurer la garantie de bonne fin des résolutions du dialogue politique ;
3. Veiller à la bonne mise en application de la Résolution 2277 par toutes les parties concernées.



Chers Compatriotes,

Chers Délégués des Forces politiques et sociales acquises au changement,

Chers frères et sœurs,

Le Régime Republicain que notre peuple a choisi comme système de gouvernement est conventionnel, ce qui implique le respect des principes et règles convenus, ainsi nous disons encore une fois si les élections présidentielle et législatives ne sont pas organisées dans les délais, Monsieur KABILA quitte le pouvoir.

Chers Compatriotes,

Chers Délégués des Forces politiques et Sociales Acquises au changement,

Chers frères et Sœurs,

Le moment est encore venu où chacune et chacun de nous doit s'élever et ne voir que le Congo et le peuple qui souffre.

Prenons ensemble l'engagement solennel de les servir et de répondre ainsi à leurs attentes. Nous avons l'ultime devoir de faire renaître les espoirs déçus de nos populations.

De la sorte, nous recommandons un esprit d'amour, d'humilité, de fraternité et de tolérance en vue de la réussite de ces assises. Nous profitons de l'occasion pour remercier aussi l'hospitalité qui nous est offerte par le peuple et les autorités de ce pays ami qu'est le Royaume de Belgique.

Nous déclarons ouverte la Conférence des Forces politiques et Sociales Acquises au changement et nous nous souhaitons plein succès.

Que Dieu bénisse le Congo et son Peuple.

Nous vous remercions

Fait à Genval, le 08 juin 2016



Etienne TSHISEKEDI wa MULUMBA



**CONFERENCE DES FORCES
POLITIQUES ET SOCIALES
DE LA RDC
ACQUISES AU CHANGEMENT**



**ACTE D'ENGAGEMENTS DES FORCES POLITIQUES ET SOCIALES
ACQUISES AU CHANGEMENT EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU
CONGO REUNIES EN CONFERENCE A GENVAL, EN BELGIQUE,
DU 08 AU 09 JUIN 2016**

Nous, Forces Politiques et Sociales Acquisées au Changement,

Considérant la crise persistante et continue, planifiée et exécutée par Monsieur Kabila afin de placer la Nation congolaise tout entière devant un fait accompli et ainsi réaliser un coup d'Etat constitutionnel ;

Prenant en compte la détérioration sans précédent de la situation économique et sociale des populations congolaises rivées à la misère et l'extrême pauvreté ;

Considérant l'instabilité politique et l'insécurité généralisée auxquelles la politique du Monsieur Kabila livre le peuple congolais,


Mues par l'intérêt supérieur de la Nation, déterminés à éviter une crise et le chaos qui se profilent à l'horizon, à sauver la démocratie et le processus électoral,

Convaincues que seule l'unité des forces politiques et sociales acquises au changement peut permettre d'atteindre de tels objectifs ?

Désireuses de poser les fondements d'un Etat démocratique et de consolider la paix en RDC ;

Transcendant nos ambitions personnelles et dans un esprit de patriotisme ;

Devant Dieu, notre peuple et l'histoire, nous, Forces Politiques et Sociales Acquisées au Changement :

-
- I. Déclarons solennellement notre attachement indéfectible à la Constitution de la République et à son strict respect. C'est pour cette raison, nous disons :
- NON à toute idée ou projet de référendum pour élaborer une nouvelle Constitution ;
 - Non au dialogue convoqué par l'ordonnance de Monsieur Kabila du 28 novembre 2015 ;
 - Non au dédoublement des partis politiques ;
- II. Exigeons :
- l'organisation des élections dans le délai constitutionnel et de l'élection présidentielle avant le 19 décembre 2016 conformément à l'article 73 de la Constitution ;
 - la dissolution des formations politiques ayant adopté les mêmes dénominations, symboles et signes distinctifs que les partis politiques régulièrement constitués ;
 - la mise en œuvre intégrale de la Résolution 2277 du Conseil de Sécurité des Nations-Unies sous la modération du facilitateur international renforcé par un panel des représentants des Nations-Unies, de l'Union Européenne, de l'Union Africaine, de l'Organisation Internationale de la Francophonie ainsi que des Etats-Unis d'Amérique ;
 - la libération immédiate et sans condition de tous les détenus politiques et d'opinions, des activistes des droits de l'homme et des journalistes ;
 - Le retour au pays de tous les exilés politiques congolais ;
 - la Libéralisation de l'espace politique ;
 - L'ouverture des médias privés fermés arbitrairement et/ou confisqués ;
 - Le libre accès aux médias publics à tous les courants politiques et sociaux ;
 - L'arrêt et l'abandon des tracasseries fiscales, administratives, policières ainsi que de toute procédure judiciaire arbitraire contre les membres de l'opposition et de la société civile ;
 - L'examen de la question de l'organisation et du fonctionnement de la CENI et de la Cour constitutionnelle ;
 - La convocation par la CENI du scrutin pour l'élection du Président de la République le 19 septembre de cette année, conformément à l'article 73 de la Constitution ;
- III. Prenons acte de la fin du deuxième et dernier mandat de Monsieur Joseph Kabila Kabange le 19 décembre 2016 à minuit et saluons son départ du pouvoir le 20 décembre 2016 à 0h00 ;
- IV. Demeurons engagés dans l'unité des forces de l'opposition au sein du "RASSEMBLEMENT" pour faire aboutir la lutte du peuple congolais au service de l'alternance et de l'Etat de droit ;
- 

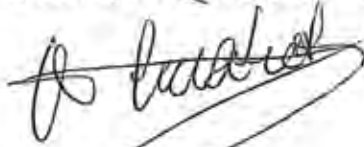
V. Appelons :

- La Communauté internationale à accompagner le peuple congolais dans sa lutte pour la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit ;
- Le peuple congolais à la mobilisation générale pour la réalisation effective de ces objectifs et à se tenir prêts pour répondre à son devoir défendre la Constitution de la République ;

Fait à Genval, le 10 juin 2016

LES SIGNATAIRES

Mr Etienne Tshisekedi wa Mulumba
Président de la Conférence



L'UDPS



La Dynamique



Le G7



L'AR



Le Front du Peuple



La MPP



Le G14



La Convention des Républicains



RITENGE YESU

La Société Civile





Rassemblement

des Forces Politiques et Sociales de la R.D.C. Acquis au Changement



RAPPORT DE LA CONFERENCE DES FORCES POLITIQUES ET SOCIALES ACQUISES AU CHANGEMENT EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO REUNIES EN CONFERENCE A GENVAL, EN BELGIQUE, DU 08 AU 10 JUIN 2016

A l'initiative du Président Etienne Tshisekedi wa Mulumba, leader historique de l'opposition congolaise, les Forces Politiques et Sociales Acquis au Changement de la République Démocratique du Congo se sont réunies en Conférence à Genval, en Belgique, du 08 au 10 juin 2016.

Cette Conférence avait pour objectif de sceller l'unité des Forces politiques et sociales acquises au changement autour des objectifs communs.

Les participants ont réfléchi en toute responsabilité sur la crise planifiée et exécutée par Monsieur Kabila afin de placer la Nation congolaise tout entière devant un fait accompli et ainsi réaliser un coup d'Etat constitutionnel.

Les travaux se sont déroulés dans un esprit de patriotisme, de respect mutuel, d'humilité, de fraternité et de tolérance.

Quatre points ont été examinés à l'ordre du jour :

1. L'évaluation du contexte politique ;
2. Le processus électoral ;
3. La mise en œuvre de la Résolution 2277 du Conseil de Sécurité des Nations-Unies du 30 mars 2016 ;
4. Le Mécanisme de suivi de la mise en œuvre des conclusions de la Conférence et de la coordination des actions de l'opposition.

1. DE L'EVALUATION DU CONTEXTE POLITIQUE

Les participants à la Conférence de Genval ont rendu un vibrant hommage au peuple congolais y compris la diaspora congolaise pour la bravoure dont ils ont fait preuve dans le combat pour la libération totale de notre pays ainsi que pour leur maturité politique dans la perception des enjeux de l'heure particulièrement dans leur détermination à sauver la démocratie, à faire respecter la Constitution de la République et à exprimer leur adhésion au principe de l'alternance démocratique.

A quelques mois des élections présidentielle et législatives, les participants ont exprimé leurs vives préoccupations du fait de l'installation d'un climat politique délétère caractérisé par la morosité, l'angoisse et les tensions diverses, l'insécurité généralisée dans le pays,

délibérément créées et entretenues par Monsieur Joseph Kabila qui affiche chaque jour sa détermination à ne pas se soumettre à la Constitution et qui cherche à se maintenir au pouvoir au-delà de son second et dernier mandat.

Cependant, les incertitudes profondes qui planent encore sur l'organisation du troisième cycle électoral ainsi que le rétrécissement de l'espace des libertés fondamentales assombrissent davantage le climat politique.

En outre, les violations massives et répétées des droits humains exacerbées notamment par les massacres de Beni, de Butembo, de Lubero et d'ailleurs menacent gravement la paix civile dans le pays, la stabilité des institutions de la République, la cohésion nationale et le développement de notre pays ainsi que celui de toute la Région.

2. DU PROCESSUS ELECTORAL

Les participants ont exprimé leurs préoccupations quant au blocage intentionnel et volontaire du processus électoral par le régime de Monsieur Kabila afin de se pérenniser au pouvoir en violation de la Constitution et ainsi créer les conditions de la restauration de la dictature dans notre pays.

Face à cette situation, les Forces Politiques et Sociales Acquisées au Changement ont réaffirmé leur foi en la démocratie et ont convenu de mettre en commun leurs forces et énergies en vue de faire échec à toutes velléités de renversement de l'ordre constitutionnel.

Un acte d'engagements a été adopté par les participants dont copie est annexée au présent rapport.

3. DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA RESOLUTION 2277 DU CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS-UNIES DU 30 MARS 2016

Les participants ont renouvelé leur adhésion à la lettre et à l'esprit de la Résolution 2277 du Conseil de Sécurité des Nations-Unies et appellent à sa mise en œuvre intégrale sous la modération du facilitateur international renforcé par un panel des représentants des Nations-Unies, de l'Union Européenne, de l'Union Africaine, de l'Organisation Internationale de la Francophonie ainsi que des Etats-Unis d'Amérique.

4. DU MECANISME DE SUIVI ET DE COORDINATION POUR LA MISE EN ŒUVRE DES CONCLUSIONS DE LA CONFERENCE DE GENVAL

Pour matérialiser les engagements solennels pris lors de la Conférence, les Forces Politiques et Sociales Acquisées au Changement ont décidé de mettre en place un mécanisme de suivi, dénommé le RASSEMBLEMENT comportant deux organes:

- Le Conseil des Sages, composé des représentants de chaque partie prenante et présidée par Monsieur Etienne Tshisekedi wa Mulumba en sa qualité d'initiateur ;



- La coordination des actions, chargée d'exécuter les résolutions de la Conférence et de coordonner les actions en vue de favoriser l'avènement de l'alternance démocratique dans notre pays.

Enfin, les participants remercient très sincèrement le peuple belge ainsi que les autorités belges pour leur hospitalité et pour leur soutien à la tenue de la Conférence.

Fait à Genval, le 10 juin 2016

Le Secrétariat de la Conférence



**MOTION DE REMERCIEMENT DES PARTICIPANTS DE LA
CONFERENCE DE GENVAL AU PRESIDENT ETIENNE
TSHISEKEDI**

Considérant la gravité de la situation politique de notre pays à ce moment historique où le Peuple congolais s'apprête, pour la première fois dans l'histoire de notre pays, à vivre l'expérience de l'Alternance démocratique dans le cadre de l'Etat de droit instauré par la Constitution du 18 février 2005 ;

Conscients que les démons de la division au sein de l'opposition ont été la cause de l'échec des stratégies de l'Opposition à concrétiser l'espérance muette des millions des congolaises et congolais à changer et à maîtriser le destin de leur pays ;

Attendu de ce fait que pour y parvenir, le Rassemblement s'impose comme la voie obligée de parvenir à concrétiser le vœu des femmes, hommes, jeunes et vieux de notre pays à imposer le respect de la constitution et à consolider la démocratie par l'enracinement de l'Etat de droit dans notre pays ;

Qu'à cet effet, il sied d'assurer un large rassemblement de l'Opposition autour des symboles et des options politiques fondamentales levées par le peuple congolais depuis bientôt plusieurs des décennies en faveur de la démocratie et de l'Etat de droit, au prix souvent des

Considérant le combat mené par Etienne TSHISEKEDI WA MULUMBA, en faveur de l'avènement de la démocratie et l'Etat de droit en République démocratique du Congo



depuis plus de 35 ans, lutte faite de sacrifice et d'abnégation au service de notre peuple et de la Nation ;

Que l'aboutissement de ce combat en faveur des libertés et de la démocratie, mené au cours de ces longues années en faveur de la démocratie, dont il est devenue l'icône vivante, passe par l'avènement de l'Alternance au 20 décembre 2016 ;

En remerciement de l'initiative prise par Mr Etienne TSHISEKEDI WA MULUMBA, Président de l'UDPS, de réunir dans le cadre de la Conférence de Genval, les forces politiques et sociales acquises au changement, en vue d'assurer l'unité et la communauté de vision sur la crise situation politique et sécuritaire de notre pays ;

Nous, participants à la Conférence de Genval, avons décidé d'adresser la présente motion de remerciement et de reconnaissance à Monsieur Etienne TSHISEKEDI pour son leadership au service de la cause de la liberté, de la justice, de la démocratie et, nous prenons l'engagement de mettre aujourd'hui le symbole de la démocratie qu'il est devenu au service de notre combat commun pour le respect de la Constitution et l'avènement de l'Alternance dans notre pays ;

C'est à ce titre que les participants à la Conférence ont décidé d'avoir le Président Etienne TSHISEKEDI WA MULUMBA, comme Président du Conseil des sages du Mécanisme de suivi des conclusions des présentes assises dites : « Conférence de GENVAL », conseil où il sera assisté des autres sages désignés par chacune des plateformes.

Fait à Genval, le 10 juin 2016